



DECLARATION INTERSYNDICALE DGFIP CALVADOS MANIFESTATION DU 9 MAI 2019

Depuis plusieurs mois, les agents des Finances publiques se battent contre les projets mortifères du Ministre DARMANIN.

Tout en continuant et amplifiant les suppressions d'emplois, il prévoit ni plus ni moins que de rayer de la carte la quasi-totalité des implantations de la DGFIP du territoire et le Calvados sera bien sûr touché comme les autres.
D'ailleurs, qui croirait le contraire ?

Darmanin multiplie les formules : géographie revisitée, géographie déconcentrée, déconcentration de proximité... La proximité promise n'est qu'un leurre ! Au contraire, travailler loin de chez soi, dans de moins bonnes conditions et avec quel avenir ? La question se pose désormais à toutes et tous. Avec la création d'agences comptables, la constitution de services départementaux, Services de publicité foncière (SPF), Service des impôts des entreprises (SIE), la disparition programmée des Services des impôts des particuliers (SIP) et des trésoreries..., l'accueil itinérant ou ponctuel dans les maisons de service au public, le transfert du plan cadastral à l'IGN et les conséquences de la géographie revisitée qui aboutiront fatalement à de la mobilité forcée, une chose est sûre :

Pour celles et ceux dont la mission aura été transférée, le risque de rejoindre la fonction publique territoriale ou d'autres entités, de droit public ou privé est réel.

Les suppressions d'implantations locales à la DGFIP (SIP, SIE et Trésoreries) pour les remplacer par des maisons de service au public pluridisciplinaires, les points info 14 pour le Calvados, tout concourt à brouiller le vrai message !

Ils prétendent laver plus blanc mais la réalité c'est que demain le nouveau monde sera gris voire noir car le service public aura disparu !

Depuis le 8 avril la campagne de déclaration des revenus s'est ouverte pour 2019. Sur tout le territoire, comme chaque année et peut être pour la dernière fois dans ce format, les agents des Finances Publiques sont mobilisés pour renseigner et accompagner les usagers dans l'accomplissement de leurs obligations fiscales.

Accueil physique, téléphonique et par courriel ce sont plus de 39,4 millions de contacts par an auxquels doivent faire face les agents dans des conditions de plus en plus intenable.

Seule réponse de notre gouvernement, la fermeture progressive de nos implantations au public et l'annonce de la mise en place progressive au mieux d'un accueil sur rendez-vous pour répondre aux questions complexes ! Mais tout est complexe pour celui qui franchit la porte de nos structures !

Le renseignement, les usagers ne l'obtiendront pas dans les maisons de service au public, car ces maisons n'ont qu'un seul but : apprendre aux usagers à se passer des fonctionnaires en utilisant internet !

Le projet de loi Dussopt sur la fonction publique viendra parachever cette destruction méthodique en fournissant les outils à ce véritable plan social (contractualisation, rupture conventionnelle, départs « volontaires », affaiblissement des CAP, rémunération individualisée au mérite, disparition des CHS-CT...).

C'est pour dénoncer cette situation qui ne leur laissera bientôt « MEME PLUS L'IMPOT SUR LES OS » que les personnels de la DGFIP manifestent par tous les moyens leur malaise et leur colère depuis plusieurs mois et sont là encore aujourd'hui!